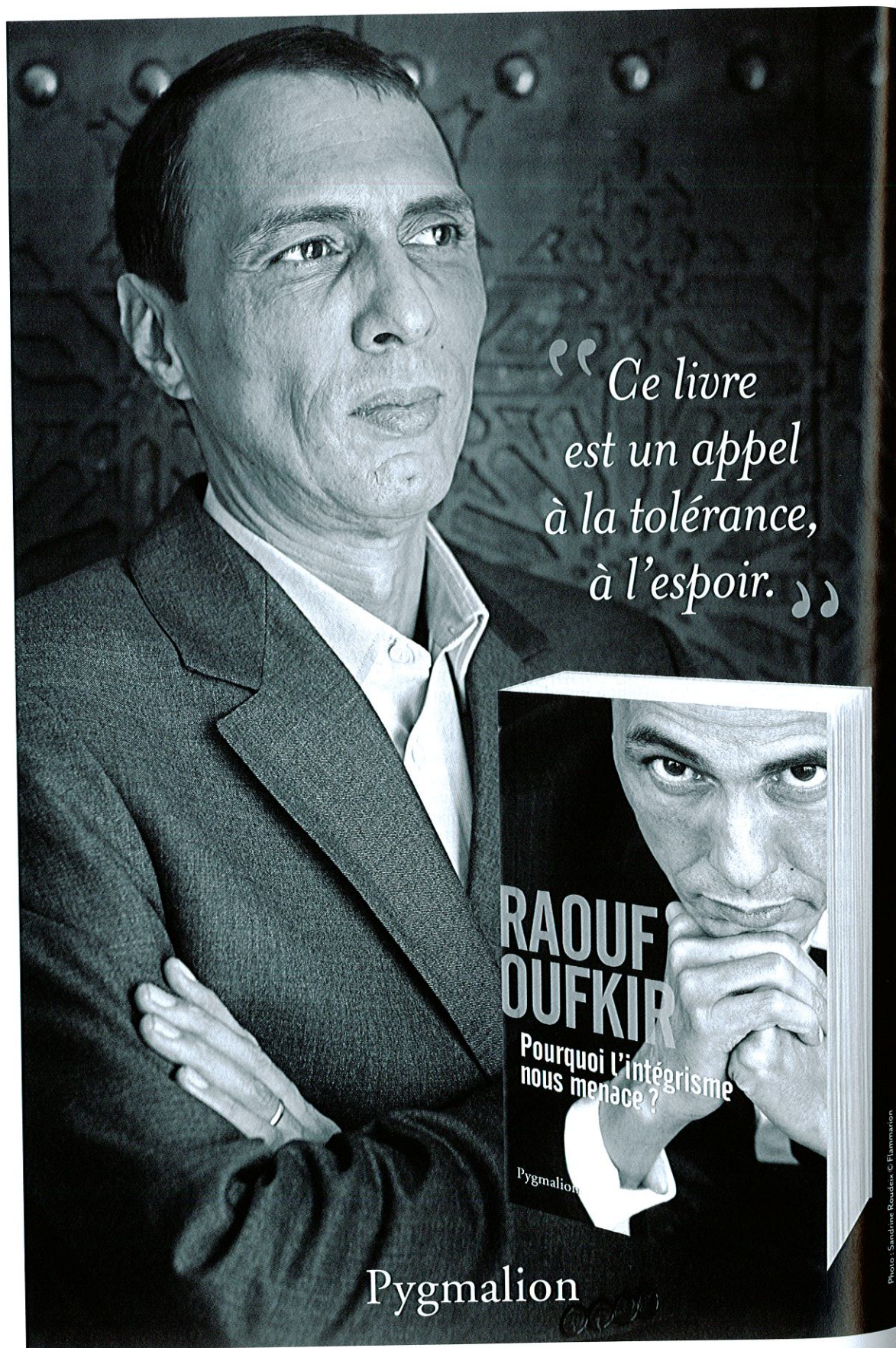




*Marc-Antoine Pérouse de Montclos**

NIGERIA : L'OMBRE DE BOKO HARAM

Le Nigeria est aujourd'hui engagé aux côtés de la France dans les opérations militaires en cours contre les groupes djihadistes et terroristes du nord du Mali, en terre francophone. C'est un général nigérian, Abdulkadir Shehu, qui commande la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali), censée prendre le relais des troupes françaises sous l'égide, pour l'instant, de la Cedeao (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest) et, peut-être demain, des Nations unies. À l'échelle de l'Afrique, l'événement fait figure de véritable révolution. Pendant longtemps, le Nigeria et la France ont, en effet, entretenu des relations tendues. Au sortir de l'indépendance, le général de Gaulle a d'abord été accusé de vouloir briser l'unité du géant anglophone en soutenant la guerre de sécession du Biafra en 1967-1970. Au milieu des années 1990, l'armée française a ensuite appuyé les troupes camerounaises contre le Nigeria lors de combats sur la frontière disputée de la péninsule pétrolière de Bakassi.

L'heure est donc au rapprochement stratégique entre Paris et Abuja, la capitale fédérale du Nigeria. À défaut d'avoir signé un accord de défense comparable à celui qui lie la France au Cameroun depuis 1974, les deux pays affrontent désormais ensemble les groupes terroristes de la région. L'enlèvement, en février 2013, d'une famille de sept Français dont quatre enfants, revendiqué par la secte Boko Haram, révèle au grand public l'ampleur de la menace islamiste.

* Chargé de recherche à l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et enseignant à l'Institut d'études politiques de Paris (IEP). Spécialiste des conflits armés, des déplacements forcés et de l'évaluation de l'aide humanitaire en Afrique subsaharienne. Auteur, entre autres publications, de : *Le Nigeria*, Karthala, 1994 ; *Violence et sécurité urbaines en Afrique du Sud et au Nigeria*, L'Harmattan, 1997 ; *L'Aide humanitaire, aide à la guerre ?*, Complexe, 2001 ; *Villes et violences en Afrique subsaharienne*, IRD, 2002 ; *Diaspora et terrorisme*, Presses de Sciences Po, 2003 ; *Les Humanitaires dans la guerre*, La Documentation française, 2013.

Présidé depuis 2011 par un chrétien, Goodluck Jonathan, le Nigeria craint que Boko Haram se constitue une base arrière dans le nord du Mali. De fait, il est plus ou moins avéré que, par connivence tactique, des éléments de Boko Haram se sont tournés vers Aqmi (Al-Qaïda au Maghreb islamique) pour former des artificiers et se procurer des armes.

Mais, compte tenu des divergences doctrinales qui l'opposent au modèle wahhabite d'Al-Qaïda, il serait étonnant que la secte nigériane fasse acte d'allégeance aux héritiers d'Oussama ben Laden, comme l'ont fait les Shebab de Somalie, le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat) en Algérie ou les combattants d'Aqpa (Al-Qaïda dans la péninsule arabique) au Yémen. Le chef du « canal historique » de Boko Haram, l'« imam » Shekau, a certes exprimé sa solidarité avec les combattants islamistes du nord du Mali, mais il n'a pas clairement annoncé l'ouverture d'un second front en dehors du Nigeria. Les opérations militaires menées dans le nord du Mali n'ont pas non plus permis d'appréhender des combattants nigériens se revendiquant de Boko Haram. Pour l'instant, l'hypothèse d'une coordination stratégique entre la secte et Aqmi reste donc à confirmer. Ciblent exclusivement les chrétiens et les expatriés, le groupe Ansaru, qui est une dissidence de Boko Haram, pourrait en revanche devenir un jour la franchise d'Al-Qaïda au Nigeria.

Le fantasme d'une guerre de religions

Quelles que soient les spéculations sur ses connexions opérationnelles avec la mouvance djihadiste internationale, l'insurrection de Boko Haram inquiète en fait parce qu'elle se développe dans un pays qui connaît déjà de fortes tensions « religieuses » et qui compte le plus grand nombre de musulmans en Afrique. La crainte d'une guerre sainte excite toutes sortes de fantasmes susceptibles d'entraîner des représailles contre les minorités musulmanes du Sud ou chrétiennes du Nord. Dans l'imaginaire post-colonial du Nigeria, la dérive terroriste de la secte ravive également le spectre d'une islamisation forcée avec la création du califat de Sokoto et la conquête peule d'Ousman dan Fodio, qui descendit du Sahel jusqu'aux marches de l'empire yorouba d'Oyo au début du XIX^e siècle. Sur le plan ethnique, enfin, le péril islamiste réveille les stéréotypes des populations plus éduquées du Sud, notamment les Ibo, sur l'« arriération » des Haoussa musulmans du Nord (1).

De ce point de vue, la menace d'une déstabilisation par des groupes terroristes pose des questions essentielles sur l'avenir du partenariat stratégique que la France souhaite consolider avec le Nigeria, au-delà d'une alliance conjoncturelle sur le front malien. *A priori*, un tel rapprochement pourrait servir à décloisonner une politique africaine trop longtemps centrée sur le pré carré francophone. D'après les projections de l'Institut national d'études démographiques, le « géant » de l'Afrique est, en effet, appelé à devenir le troisième pays le plus peuplé de la planète d'ici à 2050, après l'Inde et la Chine. À lui seul, le Nigeria anglophone comprend plus d'habitants (160 millions) que toute l'Afrique de l'Ouest francophone. Il est le principal producteur de pétrole africain et posséderait les plus vastes réserves d'hydrocarbures du continent. Malgré les inégalités sociales et la pauvreté de sa population, sa masse démographique représente un marché en plein développement qui attise bien des convoitises. Dans quelques années, son produit intérieur brut devrait dépasser celui de l'Afrique du Sud, ce qui fera de lui la première économie africaine.

Fort d'une telle puissance, le Nigeria ne cache pas non plus ses ambitions en matière de politique extérieure. Siège de la Cedeao, il revendique un statut de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies. Selon les années, il a pu être le deuxième ou troisième pourvoyeur de Casques bleus après le Bangladesh, l'Inde ou le Pakistan. En outre, il dispose de la plus importante armée de la région et est déjà intervenu à plusieurs reprises dans les conflits du Liberia ou de la Sierra Leone, sans parler du Tchad autrefois ou du Mali aujourd'hui.

Indéniablement, le Nigeria compte parmi les grandes puissances en devenir du XXI^e siècle, même si son nom ne figure pas dans l'acronyme des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud). De sa stabilité dépend celle de l'ensemble de la région, notamment des voisins francophones avec lesquels Paris entretient des relations étroites : Cameroun, Tchad, Niger et Bénin. Or de nombreux analystes prétendent que le géant de l'Afrique serait de plus en plus violent, voire qu'il serait au bord de la guerre civile et de l'implosion. Depuis l'indépendance, le Nigeria n'a cependant jamais connu de crise aussi grave que la tentative de sécession du Biafra, qui s'est déroulée de 1967 à 1970 et qui a essentiellement touché les chrétiens Ibo du Sud-Est. Aussi impressionnant soit-il, le terrorisme de Boko Haram ou d'Ansaru ne doit pas faire illusion dans un pays qui a déjà connu de nombreuses insurrections islamistes ainsi qu'une série d'attentats à la bombe commis par des opposants chrétiens à la dictature militaire dans les années

1980 et 1990. La nouveauté réside plutôt dans la pratique des attentats suicides — une « innovation » qui renvoie directement aux modèles afghan, pakistanais et palestinien, jusqu' alors inédits dans la région.

Dans l'immédiat, il convient donc d'écarter trois risques que les prophètes de malheur citent régulièrement à propos du Nigeria : la révolution sociale ; l'implosion de la fédération ; et le coup d'État militaire.

Pas de révolution à l'horizon

Un récent rapport d'un comité présidentiel chargé d'enquêter sur les violences post-électorales d'avril et mai 2011 évoquait la possibilité d'un scénario s'inspirant des printemps arabes. Mais l'éventualité d'une pression de la rue qui ferait chuter le régime paraît tout à fait improbable. Les forces en présence sont trop éclatées pour permettre l'émergence d'une coordination nationale de la jeunesse capable de coaliser le mécontentement et les frustrations des Ibo, des Yorouba, des Ijaw et des Haoussa, qui comptent parmi les principaux groupes en présence. Autre élément de stabilité : le système politique nigérian est bien plus démocratique qu'en Tunisie ou en Égypte, où la parole était muselée par des autocrates vieillissants au pouvoir depuis une trentaine d'années. Tout juste élu, le président Goodluck Jonathan n'a rien d'un Moubarak ou d'un Ben Ali, encore moins d'un Kadhafi. L'usure du pouvoir ne joue donc pas contre lui. En outre, le cadre fédéral du Nigeria a précisément été établi pour empêcher un groupe d'accaparer le pouvoir au détriment des autres. En dépit de la corruption ambiante, les principes de rotation des postes et de redistribution des ressources de l'État prémunissent le gouvernement contre une insurrection populaire à l'échelle nationale — ce qui n'est pas incompatible avec la persistance de protestations et de tensions régionales.

L'impossible implosion

De même, l'éventualité d'une implosion de la fédération n'est pas à l'ordre du jour. Plusieurs éléments plaident contre une telle hypothèse. Historiquement, d'abord, il convient de rappeler que la fédération nigériane était encore jeune lorsque les Biafrais ont voulu s'en séparer, à peine sept ans après l'indépendance. À présent, le Nigeria va fêter son 53^e anniversaire et a déjà amplement démontré sa capacité à absorber des tensions sécessionnistes en tous genres, qu'il s'agisse des Yorouba de l'OPC (Oodua Peoples

Congress) dans le Sud-Ouest, des Ibo du MASSOB (Movement for the Actualization of the Sovereign State of Biafra) dans le Sud-Est ou des Ijaw du MEND (Movement for the Emancipation of the Niger Delta) dans le delta. L'argument est également humain : la génération qui a vécu les horreurs de la guerre du Biafra est encore là pour entretenir la mémoire des souffrances endurées et rappeler l'inanité d'une tentative de partition qui verrait un groupe s'opposer à tous les autres au sein du pays le plus peuplé d'Afrique. Sur le plan ethnique, il n'existe pas, non plus, de bloc régional assez homogène pour revendiquer l'indépendance sur une base communautaire.

D'un point de vue administratif, en outre, les militaires jacobins qui ont mis en place le système fédéral nigérian ont pris soin de diviser pour mieux régner. En multipliant le nombre d'États fédérés, ils ont réduit d'autant la puissance des contre-pouvoirs régionaux. Pour se séparer du Nigeria, il était certainement plus facile de se battre à un contre deux en 1960, du temps où le pays ne comptait que trois régions, plutôt qu'à un contre 35 aujourd'hui, dans un cadre fédéral qui comprend 36 États.

Les possibilités de sécession se heurtent, enfin, à des obstacles d'ordre économique. À présent, les États fédérés sont beaucoup plus interdépendants que ne l'étaient les trois régions lors de l'indépendance. Qu'ils soient ibo, haoussa ou yorouba, les milieux d'affaires ne souhaitent pas non plus la disparition de cette formidable union douanière qu'est le Nigeria. Or les intérêts croisés et l'influence des grands marchands ne sont pas négligeables quand on connaît l'importance du facteur économique dans la gestion des affaires publiques en Afrique. Dans le Nord, où sévit Boko Haram, les musulmans n'ont pas envie de soutenir l'établissement d'une république islamique qui entraînerait *de facto* une partition confessionnelle du pays et les priverait des ressources pétrolières du Sud.

L'armée, garante du régime

La faiblesse de l'actuel gouvernement ne semble pas davantage en mesure de remettre en cause la pérennité de la IV^e République nigériane, qui bat tous les records de longévité des régimes civils en place depuis l'indépendance en 1960. Certains évoquent la possibilité d'un putsch de jeunes officiers musulmans qui exprimeraient les frustrations du Nord depuis que le pouvoir est officiellement revenu à Goodluck Jonathan, un chrétien du Sud. Mais c'est oublier que le contexte international a changé et qu'un coup

d'État serait aussitôt condamné par l'Union africaine et l'ONU. À la différence du Mali, il paraît peu probable qu'une simple mutinerie aboutisse au renversement d'un régime affaibli. Il existe de nombreux garde-fous au sein de l'institution militaire. De plus, l'armée nigériane a considérablement évolué depuis la fin de la dictature du général Sani Abacha, un musulman du Nord décédé en 1998. Au pouvoir de 1999 à 2007, le président Olusegun Obasanjo a entrepris de rééquilibrer la hiérarchie en promouvant des officiers du Sud. Désormais, les armureries, autrefois concentrées au Nord, sont réparties sur l'ensemble du territoire. Goodluck Jonathan, pour sa part, a révolutionné les affaires militaires en nommant un Ibo à la tête de l'armée de terre : une première depuis la fin de la guerre du Biafra (voir tableau *in fine*). Le président n'a pas oublié d'acheter le silence de la « Grande Muette ». Sous prétexte de lutte contre le terrorisme, les forces de sécurité ont accaparé un quart du budget de l'État pour l'année 2012, davantage qu'en période de dictature militaire !

Pour l'instant, l'armée n'a pas réussi à profiter de ce pactole pour se moderniser et monter en puissance. Dispersée sur plusieurs fronts intérieurs afin d'endiguer les affrontements communautaires sur le Plateau ou la menace des rebelles dans le delta et le Borno (sans parler de ses engagements à l'étranger pour le compte des Nations unies ou de l'Union africaine, au Darfour ou en République démocratique du Congo), elle reste gangrenée par la corruption et la gabegie. Selon les estimations des spécialistes, seuls 18 000 hommes sur les 80 000 officiellement inscrits seraient réellement en état de servir. Autrement dit, un putsch de jeunes « Turcs » du Nord se heurterait non seulement à une vive réaction des officiers chrétiens du Sud, mais aussi à de graves problèmes opérationnels. Pour réussir, un coup d'État militaire devrait bénéficier du soutien de groupes d'intérêts transcendant les clivages régionaux et confessionnels. À ce jour, une seule décision politique est susceptible de faire suffisamment l'unanimité contre elle : l'extension du mandat ou la candidature de Goodluck Jonathan en 2015.

Le désordre dans la continuité

L'actuel président a succédé à un musulman du Nord, Umaru Yar Adua. En vertu d'une règle informelle de rotation, dite du *zoning*, il est donc censé s'effacer lors des prochaines élections générales. Premier Ijaw du delta pétrolifère à accéder à la plus

haute fonction de l'État, il est arrivé au pouvoir par un concours de circonstances assez extraordinaire, à la suite du décès de son prédécesseur en cours de mandat. Relativement jeune (55 ans), Goodluck Jonathan prétend renouveler la classe politique en vue de développer le pays et de moderniser son économie, à tel point qu'il a surnommé son cabinet « l'équipe du changement » (*transformation team*). Parce qu'il est originaire du Bayelsa, il paraît mieux placé pour résoudre la crise du delta : au moment des élections d'avril 2011, il a ainsi reçu le soutien d'une partie des élites musulmanes du Nord car il semblait capable de relancer la production pétrolière afin de renflouer les caisses de l'État et celles des régions septentrionales.

Mais les atouts de Goodluck Jonathan sont également des handicaps. Peu au fait des intrigues politiciennes, le président donne le sentiment de n'avoir ni l'ambition, ni le charisme, ni la stature d'un chef d'État. Plus effacé que son mentor Olusegun Obasanjo — un Yorouba au pouvoir de 1999 à 2007 —, il manque de base sociale et n'a pas fini de construire ses réseaux de soutien. C'est d'ailleurs pour cette raison qu'Olusegun Obasanjo et les caciques musulmans du Nord ont appuyé son élection aux primaires du PDP (People's Democratic Party), espérant ainsi pouvoir le manipuler plus facilement. Résultat : le gouvernement est aujourd'hui dirigé par un homme dont la faiblesse ne sied guère à un régime présidentieliste. Autre inconvénient : Goodluck Jonathan est mal entouré. Le problème vient non seulement de certains de ses ministres, mais aussi de ses collaborateurs les plus proches, qui n'ont pas tous les qualifications nécessaires. Bien que responsables du fonctionnement de l'administration au quotidien, le secrétaire du gouvernement fédéral, Anyim Pius Anyim, et le chef du personnel (*chief of staff*), Mike Ogiadomien, n'ont jamais atteint l'échelon de directeur dans la fonction publique. Leur nomination récompense plutôt le carriérisme de politiciens chevronnés (2). Il est toutefois douteux qu'un tel pedigree suffise à venir à bout des nombreux problèmes de corruption, d'inertie et de coordination qui bloquent toutes les tentatives de réforme, ainsi que des rivalités récurrentes et fort anciennes entre l'armée et la police (3).

Pour des raisons politiques, personnelles et bureaucratiques tout à la fois, Goodluck Jonathan risque donc de décevoir les espoirs de changement qu'on avait pu placer en lui. Selon toute probabilité, le président va plutôt suivre les pas de ses prédécesseurs et continuer de gérer le désordre sans parvenir à débloquer les grands dossiers dont dépend la croissance du pays : augmentation de la

production d'électricité ; réforme de l'industrie pétrolière ; lutte contre la corruption ; amélioration de la sécurité, etc. Au mieux, il laissera son nom à des réformes revues à la baisse, notamment celle qui visait à privatiser la compagnie nationale des pétroles, la NNPC (Nigerian National Petroleum Corporation). Mais d'aucuns le soupçonnent déjà de vouloir occuper l'essentiel de son mandat à se faire réélire ou à préparer le retour au pouvoir de son mentor et « parrain » Olusegun Obasanjo. Il est vrai que ce dernier a conservé de puissants réseaux d'influence. Il serait à l'origine des poursuites judiciaires lancées par l'EFCC (Economic and Financial Crimes Commission) contre Gbenga Daniel, ancien gouverneur de l'Ogun et chef de file de l'opposition à Olusegun Obasanjo en pays yorouba. Si d'autres gouverneurs à la retraite (pour l'Oyo, le Nassarawa et Gombe) ont également été arrêtés, l'agence de lutte contre la corruption a en revanche épargné Peter Odili. À la tête de l'État du Rivers entre 1999 et 2007, celui-ci a réussi à faire nommer sa femme à la Cour suprême et est suspecté d'avoir acheté son immunité juridique en partageant le fruit de ses rapines avec Olusegun Obasanjo...

Il serait certes réducteur d'imaginer que Goodluck Jonathan va se contenter de mener en sous-main la politique de son « parrain », qui a d'ailleurs pris ses distances avec son « protégé ». L'actuel président peut aussi compter sur d'autres soutiens pour s'affranchir de la tutelle de ses protecteurs. Il s'est ainsi entouré de personnalités comme Anyim Pius Anyim, ancien président du Sénat qui avait entamé une procédure d'impeachment contre Olusegun Obasanjo en 2002. Aujourd'hui, la difficulté pour Goodluck Jonathan consiste plutôt à conserver des amitiés dans le Nord musulman alors qu'il est accusé de favoriser les gens du delta. Le défi est d'autant plus grand que le chef d'état-major de l'armée et le secrétaire du gouvernement fédéral — postes clés s'il en est — sont pour la première fois des Ibo. Quelle que soit l'influence réelle ou supposée d'Olusegun Obasanjo, les élites musulmanes du Nord craignent donc que Goodluck Jonathan ait passé un pacte secret avec les Ibo en vue de leur céder la place en 2015, en échange de leur soutien électoral massif en 2011. Certes peu probable, une telle passation de pouvoirs provoquerait bien des remous et serait une première depuis l'échec de la tentative de sécession du Biafra en 1970.

Boko Haram, un révélateur du politique

Il convient, à cet égard, de replacer la menace terroriste de Boko Haram dans le contexte des luttes de pouvoir entre les nordistes et les sudistes. À sa manière, la secte fondée à Maiduguri par Mohammed Yusuf au début des années 2000 est un révélateur du politique : non pas parce qu'elle serait porteuse d'un nouveau projet de société, mais parce qu'elle catalyse les angoisses d'une nation inachevée et dévoile les intrigues d'un gouvernement corrompu en mal de légitimité. Un système que les Nigériens désignent sous le nom de *democracy* ou de *godfatherism*, en référence aux « parrains » mafieux qui tirent les ficelles dans l'ombre (4).

Un gang comme un autre ?

Il est dans les habitudes des gouverneurs, tant chrétiens du Sud que musulmans du Nord, de faire appel à des gangs pour éliminer leurs opposants locaux au moment des élections. Dans les régions septentrionales, par exemple, ils ont utilisé des milices appelées Yan Daba à Kano, Kawaye à Kaduna, Yan Mage à Katsina, Kalare à Gombe, Tarafuka à Bauchi et Ecomog dans le Borno et Yobe. Munis de bâtons et d'épées, ces groupes ne sont généralement pas équipés d'armes à feu. Mais ils peuvent être extrêmement violents et recrutent souvent dans les milieux les plus conservateurs des étudiants coraniques (*almajirai*), à l'instar des *sara-suka* (« ceux qui coupent et tranchent ») à Bauchi et Gombe.

Malgré son rejet d'un État « laïque » et sa profession de foi en faveur de l'instauration d'une république islamique, Boko Haram a entretenu des relations pour le moins ambiguës avec les autorités du Borno. Après avoir accepté, en 2000, de participer à un comité officiel en vue d'étendre le domaine pénal d'application de la charia dans la région, son leader Mohammed Yusuf a négocié un *modus vivendi* avec le gouverneur Ali Modu Sheriff à l'approche des élections de 2003. En échange du soutien de la secte, ce dernier a confié à un fidèle de Boko Haram, Bugi Foi, le portefeuille des Affaires religieuses. Mais l'accord n'a pas tenu longtemps. Soucieux de sa réputation, Mohammed Yusuf avait refusé d'entrer dans le gouvernement régional du Borno et s'est querellé avec Ali Modu Sheriff à propos des modalités d'application de la charia. Les autorités locales ont surtout cherché à utiliser l'islam comme un argument de campagne. Après le départ de Bugi Foi, Boko Haram a alors recyclé une partie des jeunes miliciens Ecomog, laissés à eux-mêmes après l'élection d'Ali Modu Sheriff en 2003 (5).

De ce point de vue, les conditions d'insertion de la secte dans la politique politicienne du Nigeria ne diffèrent pas fondamentalement de la trajectoire d'autres mouvements insurrectionnels dans le Sud à dominante chrétienne, à l'instar de la NDPVF (Niger Delta People's Volunteer Force) d'Asari Dokubo après le scrutin de 2003 et sa brouille avec le gouverneur du Rivers, Peter Odili. En pratique, Boko Haram se distingue plutôt par son discours religieux, qui tranche avec la rhétorique communautaire et ethnique des rebelles du Sud. Après avoir divisé les musulmans du Nord, la secte est cependant en train de créer une certaine unité contre elle. Le phénomène n'est pas nouveau. Dans les années 1970, déjà, l'émergence des fondamentalistes Izala (les « Éradicateurs ») avait obligé les confréries soufies traditionnelles — la Qadiriyya et la Tijaniyya — à faire taire leurs rivalités. Au cours de la décennie suivante, l'insurrection du prophète Maitatsine a ensuite poussé les clercs musulmans à se regrouper sous l'égide d'un Conseil des oulémas créé en 1986. Aujourd'hui, enfin — et ce n'est pas anodin —, les deux factions Izala viennent de se réunifier. La mort du leader de la faction « Saddam » de Kaduna, cheikh Musa Maigandu, n'y est sans doute pas pour rien (6). Mais le défi que représente la secte de Maiduguri a certainement poussé les Izala à se réconcilier pour contrer la dissidence de Mohammed Yusuf.

La réponse de l'islam nigérian

De fait, la situation a contraint les différents courants de l'islam nigérian à formuler ensemble des réponses cohérentes à la double menace de Boko Haram et de la lutte contre le terrorisme. L'objectif est de contenir la déviance doctrinale de la secte et les velléités d'interférence du gouvernement, qui souhaite à présent réguler et encadrer plus strictement les prêches à la mosquée et les enseignements dispensés dans les écoles coraniques. Réunis en « conclave », des clercs musulmans de diverses tendances ont ainsi commencé par rappeler que l'islam condamnait le suicide et approuvait l'emploi de la force en cas d'autodéfense (7). À ce titre, estimaient-ils, les soldats et les policiers musulmans tués par Boko Haram pouvaient être considérés comme des martyrs parce qu'ils cherchaient à protéger la communauté des croyants. Ce qui revenait, pour les représentants des principales écoles de pensée de l'islam nigérian, à légitimer les forces de l'ordre d'un État séculier.

Autre effet paradoxal et rassembleur, Boko Haram a obligé les clercs musulmans à se retrouver autour de valeurs qui transcendent leurs divergences théologiques. On a alors assisté à de curieux rapprochements, par exemple entre les Tijani et les « chiites » pour célébrer en commun la fête (*maulud*) de l'anniversaire de la naissance du Prophète (8). Certes, les tensions entre les Izala et les confréries traditionnelles restent particulièrement vives. Les premiers continuent de considérer les soufis comme des infidèles en raison de leur culte des saints. Les seconds le leur rendent bien : au moment des élections de 2011, le cheikh des Tijani, Dahiru Bauchi, affirmait qu'il préférerait voter pour un chrétien plutôt que pour un Izala. À la différence des factions de Jos et de Kaduna, respectivement dirigées par Abba Koki et Abdullahi Pakistan, les Izala de Kano ont cependant refusé d'excommunier (*takfir*) les fidèles des confréries traditionnelles, considérés comme des innovateurs (*mubtadi*) et non des païens (*kafir*). Le compromis est d'autant plus significatif qu'il a été énoncé par les salafistes d'Ahl as-Sunnah wa al-Jama'a, principale source d'inspiration de Mohammed Yusuf à ses débuts. Au vu de la mauvaise réputation des Izala à Kano, fief de la Tijaniyya, ceux-ci ont dû changer de nom et faire des concessions. En cas de force majeure, ils ont accepté de prier derrière un imam soufi ou de manger de la viande abattue par un boucher tijani (9).

En tant qu'insurrection islamiste née d'une grande frustration sociale, Boko Haram est ainsi susceptible de modifier les relations entre les différentes composantes de la scène politique et religieuse. Mais son impact à plus ou moins long terme est difficile à apprécier. Il serait notamment délicat de voir dans sa dérive terroriste un échec de l'islam politique (10). La secte n'a jamais sérieusement ambitionné de conquérir le pouvoir et s'est contentée de développer la vision holistique d'une société où l'État et la religion se confondraient. De plus, ses idées radicales restent complètement étrangères à l'immense majorité des musulmans du Nord. On voit mal, de toute manière, comment un projet politique religieux pourrait aboutir dans un pays qui ne compte ni parti islamique ni démocratie chrétienne.

Il convient donc de relativiser la lecture très confessionnelle que les médias font régulièrement des tensions communautaires qui agitent le Nigeria dans des villes comme Jos. Outre le fait que la répartition de la population n'est pas aussi tranchée qu'on pourrait le croire, l'opposition entre un Nord musulman et un Sud chrétien ne permet sûrement pas d'expliquer toutes les subtilités de la vie politique du pays. Le scénario « à la libanaise »

d'une rotation institutionnalisée de la présidence n'est pas écrit dans la Constitution, tandis que la règle dite du *zoning* reste informelle. En pratique, elle n'a d'ailleurs pas toujours été appliquée. Aux élections de 1999 qui marquèrent la fin de la dictature militaire, les deux principaux candidats, Olusegun Obasanjo et Olu Falae, étaient des chrétiens du Sud-Ouest. En revanche, le scrutin de 1993 avait mis aux prises deux musulmans : Bashir Tofa, un Haoussa de Kano, et Moshood Abiola, un Yorouba du Sud qui avait pris soin d'équilibrer son équipe en prenant pour coéquipier un homme du Nord, lui-même musulman et originaire du Borno, Babagan Kinigbe. Aujourd'hui encore, la stabilité de la fédération nigériane repose d'abord et avant tout sur un subtil dosage régional de partage des postes et de redistribution des prébendes de l'État, issues de la manne pétrolière du delta du Niger. Les allégeances confessionnelles en constituent la toile de fond, mais pas le principal déterminant. Au Nigeria, la perspective d'une guerre de religions et d'une partition est encore lointaine.

Les chefs d'état-major de l'armée de terre nigériane depuis l'Indépendance

Nom	Titre	Années	Commentaires
Major General Norman Foster	GOC Royal Nigerian Army	1960-1962	Britannique, il succède au Major General Kenneth Exham, en poste depuis 1956, et passe le relais à un intérim, le Brigadier Frank Goulson.
Major General Sir Christopher Welby-Everard	GOC NA	1962-1965	Dernier chef d'état-major britannique.
Major General Johnson Aguiyi-Ironsi	GOC NA	Fév. 1965-Janv. 1966	Sud-Est : Chrétien, Ibo, chef du FMG après le premier coup d'État militaire, tué au cours du second en juillet 1966.
Lt. Col. Yakubu Gowon	COAS	Janv. 1966-Juil. 1966	Middle Belt : Chrétien, Ngas (Angas) de Lur dans l'actuelle collectivité locale de Kanke, État du Plateau. Chef du FMG de juillet 1966 jusqu'au coup d'État de juillet 1975.
Lt. Col. Joseph Akahan	COAS	Août 1966-Juil. 1967	Middle Belt : Chrétien, Tiv de l'État de la Benue. Mort dans un accident d'hélicoptère et provisoirement remplacé par le Lt. Col. Iiyasu Bissala, un autre Chrétien du Plateau, comme Yakubu Gowon. Iiyasu Bissala sera lui-même exécuté pour sa participation à la tentative de coup d'État raté du 13 février 1976.

Maj. Gen. Hassan Usman Katsina	COAS	Janv. 1968-Janv. 1971	Nord : Musulman, Haoussa-Peul de Katsina, gouverneur de la région Nord du Nigeria en 1966-1967.
Maj. Gen. David Ejoor	COAS	Janv. 1971-Juil. 1975	Sud-Ouest : Chrétien, Edo, gouverneur de l'État du Mid-West pendant la guerre du Biafra.
Lt. Gen. Theophilus Danjuma	COAS	Juil. 1975-Sept. 1979	Middle Belt : Chrétien, Jukun de l'État de la Benue. Associé puis opposant d'Olusegun Obasanjo lorsque celui-ci essaie de modifier la Constitution pour se présenter une troisième fois à la présidentielle d'avril 2007.
Lt. Gen. Alani Akinrinade	COAS	Oct. 1979-Avr. 1980	Sud-Ouest : Chrétien, Yorouba de l'Osun. Un des principaux organisateurs de l'assaut final qui devait conduire à la capitulation des Biafrais en janvier 1970. Ministre de l'Agriculture (1985-1986), de l'Industrie (1988) et des Transports (1989) de la junte du général Ibrahim Babangida, il a ensuite rejoint l'opposition au régime de Sani Abacha en devenant membre de la Nadeco (National Democratic Coalition), qu'il préside depuis 2012.
Lt. Gen. Gibson Jalo	COAS	Avr. 1980-Oct. 1981	Nord : Musulman, Bachama de l'Adamawa.
Lt. Gen. Mohammed Inuwa Wushishi	COAS	Oct. 1981-Déc. 1983	Nord : Musulman, Nupe de l'État du Niger. À la retraite, préside les conseils d'administration de plusieurs grosses compagnies.
Maj. Gen. Ibrahim Babangida	COAS	Janv. 1984-Août 1985	Nord : Musulman, Gwarri de Minna, État du Niger, chef du FMG d'août 1985 à août 1993.
Lt. Gen. Sani Abacha	COAS	Août 1985-Sept. 1990	Nord : Musulman, Kanuri du Borno vivant à Kano. Chef du FMG de nov. 1993 jusqu'à sa mort en juin 1998.
Lt. Gen. Salihu Ibrahim	COAS	Sept. 1990-Août 1993	Nord : Musulman, Yorouba du Kwara. À la retraite, préside les conseils d'administration de plusieurs compagnies.
Lt. Gen. Aliyu Mohammed « Gusau »	COAS	Sept. 1993-Nov. 1993	Nord : Musulman, Fulani de Gusau dans l'État de Zamfara. Directeur des services de renseignements militaires de nov. 1979 à déc. 1983, de la DIA (Defence Intelligence Agency) à partir d'août 1985, de la NSO (National Security Organization) de sept. 1985 à août 1986, puis coordinateur des agences de sécurité jusqu'en déc. 1989. Conseiller à la sécurité des présidents Olusegun Obasanjo (à partir de mai 1999) et Goodluck Jonathan (à partir de mars 2010). Candidat malheureux aux primaires du PDP (People's Democratic Party) de 2006 et 2011 pour les élections présidentielles.
Maj. Gen. Chris Ali	COAS	Nov. 1993-Août 1994	Nord : Chrétien, Ebira de Kogi.

Maj. Gen. Alwali Kazir	COAS	Juin 1994-Mars 1996	Nord : Musulman, Fulani du Kwara.
Maj. Gen. Ishaya Rizi Bamaiyi	COAS	Mars 1996-Mai 1999	Nord : Chrétien, Fulani de Kebbi.
Lt. Gen. Samuel Victor Leo Malu	COAS	Mai 1999-Avr. 2001	Nord : Chrétien (catholique), Tiv de la Benue. A commandé les forces de l'ECOMOG (Economic Community of West African States Peace Monitoring Group) au Liberia au début des années 1990.
Lt. Gen. Alexander Oderuduo Ogomudia	COAS	Avr. 2001-Juin 2003	Sud : Chrétien, Isoko de l'Edo. Deviendra CODS (Chief of the Defence Staff).
Lt. Gen. Martin Luther Agwai	COAS	Juin 2003-Mai 2006	Nord : Chrétien, Yorouba de Kaduna. Commandant adjoint des casques bleus de l'UNAMSIL en Sierra Leone de nov. 2000 à nov. 2002. Prend ensuite le commandement des troupes de l'United Nations African Union Mission au Darfour de mai 2007 à sept. 2009. Sa femme, Ruth Agwai, est accusée en 2009 d'avoir détourné des fonds de l'ONU au profit de l'association des femmes d'officiers nigériens, la NAOWA (Nigerian Army Officers' Wives Association).
Lt. Gen. Owoye Andrew Azazi	COAS	Juin 2006-Mai 2007	Sud : Chrétien, Ijaw du Bayelsa. Très proche du président Goodluck Jonathan, il deviendra CODS (Chief of the Defence Staff).
Lt. Gen. Luka Nyeh Yusuf	COAS	Juin 2007-Août 2008	Nord : Chrétien, Bara Kagoma de Kaduna (collectivité locale de Jama'a). Chef d'état-major de l'armée libérienne au milieu des années 1990. Au Nigeria, il doit démissionner à la suite d'un scandale de vol d'armes dans l'armurerie de Kaduna dont il avait la charge. Ces armes ont été revendues à des rebelles du delta qui s'en sont servis pour tuer des soldats. Luka Nych Yusuf mourra des suites d'une maladie à Londres en juin 2009.
Lt. Gen. Abdulrahman Bello Dambazau	COAS	Août 2008-Sept. 2010	Nord : Musulman, Haoussa-Peul de Kano.
Lt. Gen. Onyeabor Azubuike Ihejirika	COAS	Sept. 2010-	Sud : Chrétien, Ibo d'Ovim, collectivité locale d'Isuikwato, État d'Abia. Le premier Ibo à ce poste depuis la guerre du Biafra.

GOC : General Officer Commanding

COAS : Chief of Army Staff

FMG : Federal Military Government

Source : Marc-Antoine de Montclos, adapté de Max Siollun, *Oil, politics and violence : Nigeria's military coup culture (1966-1976)*, New York, Algora Publishing, 2009.

(1) Il est vrai que les Haoussa ne sont pas non plus en reste. Aujourd'hui encore, certains continuent d'utiliser un terme péjoratif, Nyamiri, pour désigner les Ibo en référence aux supplications des victimes des pogroms de 1966 qui demandaient à boire en errant sur les routes du Nord-Nigeria.

(2) Anyim Pius Anyim, un Ibo, a en l'occurrence été président du Sénat en 2000-2003, tandis que Mike Ogiadomien, un Edo, a d'abord servi le gouverneur du delta, James Ibori, puis le président Umaru Yar Adua, le premier ayant d'ailleurs financé la campagne électorale du second en 2007.

(3) Samuel Odoma, « Army-Police Clashes : A Professional Hiccup to Conflict Management in Nigeria », in Albert, Isaac Olawale, Eselebor, Willie Aziegbe & Danjibo, Nathaniel (ed.), *Peace, Security and Development in Nigeria*, University of Ibadan, Peace and Conflict Studies Programme, 2012, pp. 393-414.

(4) Marc-Antoine Pérouse de Montclos, *Des transitions démocratiques dans l'impasse : vers un nouveau régime politique en Afrique subsaharienne?*, Études de l'IFRI, 2009.

(5) Parmi ces derniers se trouvait, par exemple, Ali Sanda Umar Konduga. Surnommé « Usman Al-Zahawari », celui-ci a finalement été arrêté et a avoué qu'il travaillait pour le compte d'Ali Ndume, un sénateur de la circonscription du Borno Sud et un ancien allié d'Ali Modu Sheriff. Mohammed Yusuf, lui, a été froidement exécuté par la police en 2009.

(6) En 1991, celui-ci avait en l'occurrence condamné l'intervention de l'armée américaine et de George Bush en Irak. Il s'était alors opposé à la faction « Bush » de Jos, qui avait refusé de soutenir Saddam Hussein — un mauvais musulman et un dictateur accusé d'avoir envahi un autre pays musulman, à savoir le Koweït.

(7) Da'wah Coordination Council of Nigeria, *The « Boko Haram » Tragedy : Responses to 26 of the most commonly asked questions regarding the « Boko Haram » crisis and tragedy*, Minna, DCCN, 2009.

(8) Muhammad Nur Alkali, Abubakar Kawu Monguno et Ballama Shettima Mustafa, *An Overview Of Islamic Actors In Northeastern Nigeria*, Oxford, Nigeria Research Network Working Paper n° 2, 2012, p. 31.

(9) Andrea Brigaglia, « A Contribution to the History of the Wahhabi Da'wa in West Africa: The Career and the Murder of Shaykh Ja'far Mahmoud Adam (Daura, ca. 1961/1962-Kano 2007) », *Islamic Africa*, vol. 3, n° 1, 2012, p. 8.

(10) Olivier Roy, *L'Échec de l'islam politique*, Seuil, 1992.